

## Le non irlandais bouleverse les priorités de la présidence française

**BRUXELLES (AFP) - La recherche de solutions pour sortir l'Europe de l'impasse institutionnelle après le rejet du traité de Lisbonne en Irlande va occulter les priorités que s'était fixées la France pour sa présidence, de la défense à l'immigration ou le climat.**



Le Premier ministre irlandais Brian Cowen et le président de la commission Manuel Barroso le 19 juin 2008 à Bruxelles (© AFP/Archives - Gérard Cerles)

Voici les principaux défis auxquels elle sera confrontée:

- **TRAITE:** Il s'agira surtout de tenter de convaincre l'Irlande d'organiser un nouveau référendum, en aménageant s'il le faut le texte pour répondre aux préoccupations spécifiques de sa population. Et d'empêcher que la République tchèque rejette à son tour le texte au Parlement à l'automne, ce qui signerait sans doute son arrêt de mort, et enfoncerait l'Europe dans la crise.

- **DEFENSE:** Le "non" irlandais risque de contraindre la France à marcher sur des oeufs dans son projet de relance de la défense européenne, dont elle a fait une priorité. De grandes initiatives seraient mal perçues par les Irlandais, très attachés à leur neutralité militaire. Paris veut faire progresser l'industrie européenne de la défense, promouvoir un groupe aéronaval européen, créer une école de formation d'officiers européens ou encore avoir un vrai quartier général européen à Bruxelles.

- **IMMIGRATION:** La France a proposé un "pacte pour l'immigration" à ses partenaires, largement inspiré de sa propre politique pour une immigration restreinte et "choisie". Objectif: mettre fin aux régularisations massives de sans-papiers, améliorer les contrôles aux frontières, harmoniser les politiques d'asile et aider au développement des pays d'origine. L'Espagne est très

réserve sur l'idée d'imposer aux immigrants d'apprendre la langue du pays d'accueil et d'adopter ses valeurs.

- **CLIMAT/ENVIRONNEMENT:** Paris ambitionne de parvenir à un accord à la fin de l'année sur les modalités de mise en oeuvre du plan d'action de l'UE contre le réchauffement climatique (réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE de 20% d'ici à 2020 par rapport à 1990). Mais certains pays, France en tête, s'inquiètent du risque de délocalisation industrielle. Le débat est vif aussi sur les biocarburants et la nécessité d'encadrer leur développement.

- **AGRICULTURE:** La France veut ouvrir sans tarder le débat sur l'avenir de la Politique agricole commune après 2013, date à laquelle l'UE disposera d'un nouveau budget. Elle plaide, avec la flambée des prix alimentaires, pour que l'UE garde une agriculture forte. La Grande-Bretagne, éternelle adversaire de la PAC, veille au grain. C'est aussi sous présidence française que se tiendront à Genève en juillet les négociations de la dernière chance à l'OMC. Paris n'est guère favorable à un accord.

- **PETROLE:** La France veut que l'Europe prenne des mesures pour atténuer l'impact de la hausse des prix. Elle présentera des propositions en octobre. Mais son idée de plafonner la TVA a déjà reçu un accueil glacial.

Publié le: 30/06/2008 à 18:59:42 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/non-irlandais-a7623.html>